

# la lettre eau

Juin 2008 - n°43

## Sommaire

### Actualité

Chamboulas :  
une zone d'expansion des crues très convoitée  
p.3

### Dossiers

Protection des captages d'eau potable à long terme :  
quelles avancées pour contrer la dégradation généralisée ?  
p.6

Maisons rouges et Descartes :  
deux barrages que l'on n'oublie pas  
p.10

Potentiel hydroélectrique :  
sous réserve d'inventaire... ou inventaire sous réserve ?  
p.12

### Consultation

L'occasion d'exprimer nos exigences !  
p.16

Spécial  
Consultation  
15 avril - 15 octobre  
2008





«**France Nature Environnement** rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

#### Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux  
naturels aquatiques  
de France Nature Environnement**  
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans  
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91  
e.mail : [eau@fne.asso.fr](mailto:eau@fne.asso.fr)  
site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Directeur de la publication : Sébastien Genest  
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable  
des politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Estelle Le Guern et Romain Suaudeau  
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature  
Environnement  
Impression : Imprimerie Nouvelle  
Routage : Dautry  
Photo de couverture : Ruisseau du Soucem (09) -  
Romain Suaudeau



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- ➡ la bonne gestion des déchets dangereux
- ➡ la sécurisation des stockages de produits dangereux
- ➡ l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.

# édito



## Pour une eau vivante : quels enjeux politiques pour l'eau en France à l'horizon 2030 ?

Prédire ce que seront les enjeux de la politique de l'eau en France dans une vingtaine d'années, incite à faire le bilan des politiques passées, et plus particulièrement depuis 1964, date de la création des Agences de l'eau.

C'est en examinant les résultats obtenus en matière de protection des milieux, d'amélioration de la qualité de l'eau, de maîtrise des prélèvements, de reconquête de la biodiversité, que l'efficacité des politiques passées peut être appréciée. En extrapolant ce bilan, on pourra alors se lancer dans l'exercice périlleux d'une prédiction pour 2030.

Dans les « états des lieux », réalisés en 2004 par les Agences de l'eau pour satisfaire aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), les grandes causes de la dégradation des eaux ont été identifiées et classifiées : pollution diffuse agricole, modification morphologique des cours d'eau, et pollutions ponctuelles par les eaux usées et les eaux pluviales.

**La réduction des pollutions ponctuelles : une réalité !** Du fait de la généralisation de traitements efficaces, les pollutions ponctuelles des eaux usées urbaines et industrielles, souvent spectaculaires, ont aujourd'hui fortement régressé. Elles ne sont plus la première cause de dégradation de la qualité de l'eau. Ces résultats sont à mettre au crédit de l'action des Agences de l'eau et l'on peut prévoir à l'échelle de quelques années, avec la mise en conformité des dernières stations d'épuration non conformes, que la Directive Eau Résiduaire Urbaine sera respectée<sup>(1)</sup>.

**Plus difficile sera la reconquête de la morphologie des cours d'eau !** Cette reconquête<sup>(2)</sup> est une action difficile à faire aboutir du fait de la résistance des riverains et de l'absence de maîtres d'œuvre clairement identifiés. Bien que la nécessité de conduire ces actions soit moins évidente que le traitement des eaux usées, le défi de la reconquête de la morphologie des cours d'eau n'est pas insurmontable et les premières réalisations ont des effets biologiques spectaculaires<sup>(3)</sup>. On peut donc prévoir que, dans les prochaines décennies, nombreuses seront les réalisations allant dans ce sens, ne serait-ce que pour satisfaire aux objectifs de la DCE.

**La réduction des pollutions diffuses : mission impossible ?** La surface agricole utile du pays représente environ 60% du territoire national sur lequel les pratiques agricoles intensives se généralisent... même en zones montagneuses, où elles affectent la qualité d'eaux pourtant réputées pures. Sur une telle surface, l'impact des pratiques agricoles sur la qualité et la quantité de l'eau devient prépondérant. Alors que les pollutions urbaines et industrielles se réduisent, nitrates, phosphates, phytosanitaires, lisiers deviennent les polluants les plus abondants. L'augmentation de la surface des zones vulnérables<sup>(4)</sup> n'indique pas une réduction des pollutions agricoles et vient infirmer les déclarations lénifiantes des responsables syndicaux.

**En définitive**, les enjeux politiques sur l'eau en France à l'horizon 2030 se réduisent à un enjeu de modèle agricole, donc de politique européenne. Si l'on entend poursuivre et amplifier les choix actuels - et très fortes sont les pressions allant en ce sens - une nouvelle régression de la qualité de l'eau et de la biodiversité aquatique s'installera, et ce, en contradiction avec les objectifs de la DCE. Mais ce scénario, extrapolé des décennies passées, ne tient pas compte de l'augmentation des prix de l'énergie : bientôt la fin des myriades de camions de céréales de la Beauce vers la Bretagne et de lisier breton vers l'ailleurs ! Cette organisation de l'agriculture, comme du reste de l'activité économique, peut-elle être conservée dans sa forme actuelle, dans le contexte de pénurie énergétique qui s'annonce ? Ne faut-il pas dès maintenant travailler à faire évoluer l'agriculture vers une agriculture à bas intrants (engrais et phytosanitaires), compatible avec la préservation des ressources en eaux et avec la biodiversité dans les milieux aquatiques et terrestres ?

Bernard ROUSSEAU  
Ancien Président de France Nature Environnement  
Responsable des politiques Eau

(1) Selon la Directive Eau Résiduaire Urbaine (DERU), en fonction de leur taille, les stations d'épuration des eaux usées devaient être mises en conformité avant une date butoir, ce qui n'a pas été fait pour certaines d'entre elles. Avec les 9èmes programmes des Agences de l'eau, cette conformité sera obtenue dans la plupart des cas. (2) La reconquête de la morphologie des cours d'eau passe par le reméandrage des lits, la reconstitution de la végétation des berges (ripisylve), l'élimination des seuils inutiles... (3) Voir l'article en page 10 : à la suite de la suppression du barrage de Maisons-Rouges sur la Vienne, les aloses et les lamproies remontent le cours de cette rivière en très grand nombre. (4) Sont classés en zones vulnérables au titre de la pollution agricole, les secteurs dont les eaux contiennent plus de 50 mg/l de nitrates, ou sont comprises entre 40 et 50 mg/l avec une tendance à l'augmentation supérieure à 5 mg/l sur 5 ans. La 4ème révision des zones vulnérables montre que leur surface est en augmentation : en Loire-Bretagne, elle passe de 52% de la surface du bassin à 54%.

*La rivière Ardèche, affluent du Rhône, est sujette à des crues torrentielles extrêmement spectaculaires. Dans la région d'Ucel, juste au sud de Vals-les-Bains et en amont d'Aubenas, le relief et l'arrivée de la Volane, affluent au lit très encaissé renforcent encore la puissance dévastatrice des crues. C'est pourtant à cet endroit particulièrement dangereux, où déjà 38 personnes ont péri lors d'inondations sans préjudice de dégâts matériels considérables, que des décideurs politiques n'ont rien trouvé de mieux que de remblayer une zone d'expansion des crues pour y installer une zone d'activités !*



Plan de situation de la zone

Hélas, l'expérience ne profite pas à tout le monde : un projet similaire, d'aménagement de la rive gauche de l'Ardèche, entre Vals-les-Bains et Ucel, voit le jour en 1998, mené par Bernard Perrier, maire d'Ucel et Jean-Claude Flory, maire de Vals, actuel député de l'Ardèche et auteur d'un rapport sur les redevances des Agences de l'eau en octobre 2003. Ce nouveau projet consiste en :

- ➔ l'élargissement de la route Vals-Ucel, en taillant dans la roche instable de la falaise ;
- ➔ l'implantation, sur cette même route, au pied de cette même falaise, d'une déchetterie, qui, totalement écrasée par un éboulement n'ayant fait, par miracle, qu'un blessé léger, sera rapidement abandonnée ;
- ➔ l'édification d'une zone d'activités, à construire dans le lit de l'Ardèche, toujours à Chamboulas, et toujours en remblayant la zone d'expansion des crues...

Preuve que, décidément, certains élus ne tirent guère d'enseignements de l'expérience : le bureau d'études alors chargé du projet Chamboulas n'est autre que celui... qui avait fait l'étude du site de la déchetterie écrasée !

Ce premier projet de zone d'activité et donc de remblaiement de la zone d'expansion des crues est attaqué par la FRAPNA Ardèche(2) et la Fédération des Pêcheurs du département, devant le tribunal administratif de Lyon, qui annule le projet.

### Le lourd passé du projet

L'histoire commence il y a quelques années, lorsque le député-maire d'Aubenas, M. Alaïze, a des désirs d'aménagements(1). Il s'agit alors de revoir la circulation routière du sud de Vals-les-Bains, assez contrainte par le caractère encaissé des vallées, avec entre autres :

- ➔ un projet de pont entre Labégude et Ucel ;
- ➔ l'élargissement de la route Vals-Ucel, très étroite, située entre la rivière Ardèche et une falaise ;
- ➔ le comblement de la zone d'expansion des crues, au lieu-dit « Chamboulas », sur la commune d'Ucel.

Là dessus, survient la crue de 1992. Ce n'est pourtant pas une crue centennale, ni même cinquantenale, mais elle aura frappé les esprits : trois personnes sont noyées, la rivière charrie les camping-cars du camping de Chamboulas, le stade de Labégude est détruit, des maisons sont inondées... bref, c'est une dévastation. On se remémore alors la longue liste des précédents épisodes brutaux de montées des eaux avec leurs conséquences dévastatrices, notamment celui, particulièrement tragique, de 1890.

Le député-maire aménageur, réalisant la dangerosité de son projet, l'abandonne aussitôt. Il restera, par la suite, constamment et fermement hostile au comblement de la zone d'expansion des crues de Chamboulas.



Labégude, en face de Chamboulas pendant les crues de 1992  
© Commune de Labégude

(1) Aménagement avec un « a » privatif, comme dirait Mohamed Taleb, philosophe et historien, qui est aussi enseignant d'écopsychologie. (2) FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, qui se décline en 6 délégations départementales.



Crue de la Volane, affluent de l'Ardèche en 1992  
© Commune de Labégude

### Le Projet «Chamboulas 2000»

Qu'importe, sans même attendre le jugement du procès dont l'issue était claire, un second projet est déposé, dit «Chamboulas 2000» (le projet du siècle !), un peu plus petit que le précédent et qui sera autorisé en 2002. Cette fois, il prend pour prétexte le déménagement impératif, dans ce seul endroit possible (sic), de l'usine d'embouteillage des eaux de Vals-les-Bains, sous peine de faillite rapide à défaut. Des mesures dites « compensatoires » sont prévues : arasement d'un atterrissement<sup>(3)</sup>, traitement de la végétation en rive gauche...

A ce sujet, citons l'avis de Guy Oberlin, expert en hydrologie, consulté par la FRAPNA : « abus (quasi dévoiement) de l'usage du terme « étude d'impact » et « mesures compensatoires ». Les deux sont totalement absentes de ce projet, qui ne sort pas de son emprise locale ». Il s'agit en effet, tout au plus, de mesures palliatives et non compensatoires.

Citons aussi une remarque de cet expert qu'il faudrait rappeler de temps en temps à nos aménageurs : « Une crue millénaire a environ 10% de probabilité de se produire en un siècle, durée non stupide pour une implantation humaine réputée pérenne. »

Aujourd'hui, l'usine d'embouteillage des eaux de Vals-les-Bains, qui était le prétexte de cet aménagement, n'est toujours pas déménagée (et ne le sera pas) ; la société n'a pas fait faillite et elle se porte même plutôt bien. Il est toujours intéressant de réévaluer la valeur des arguments à la lumière des réalités.

### L'action des associations

La FRAPNA Ardèche, avec la Fédération des Pêcheurs du département, a donc décidé d'attaquer ce nouveau projet devant le tribunal administratif de Lyon, en 2002. Les arguments sont multiples, et parmi eux :

- ➔ l'incompatibilité évidente du projet avec le SDAGE<sup>(4)</sup> Rhône-Méditerranée et Corse (voir l'encadré) ;
- ➔ le renvoi du courant sur la rive opposée à la plate-forme et ses conséquences sur l'hydromorphologie du cours d'eau. Citons la notice d'impact elle-même : « sur cette partie, le tracé de la future ZAC est, du point de vue hydraulique, assez défavorable, car il crée une section rétrécie qui entraîne une élévation de la ligne d'eau et il oriente les écoulements vers la berge droite, qui est déjà sujette aux érosions. » ;

- ➔ une critique de l'étude hydraulique, qui sert à évaluer les conséquences de la plate-forme et leurs corrections par les mesures dites compensatoires.

Ce dernier point mérite qu'on s'y attarde, car le problème posé est de portée très générale. Sans entrer dans une critique du principe de la modélisation - qui mériterait pourtant d'être faite -, soulignons que les modèles utilisés pour évaluer l'impact des crues ne sont valides que si le profil de la rivière n'est pas modifié, c'est-à-dire uniquement pour les crues de faible intensité. Les extrapolations qui sont faites jusqu'à la crue centennale, toujours morphogène, n'ont par conséquent aucune valeur. Affirmer ici que l'impact du comblement de la zone d'expansion des crues se trouve compensé par d'autres modifications en se basant uniquement sur la modélisation, est donc un abus de confiance pur et simple.

La remarque avait été faite dès le premier passage du dossier en Conseil Départemental d'Hygiène<sup>(5)</sup>. La question avait été posée à la responsable de la police de l'eau, qui avait bien été obligée de confirmer cette observation. Curieusement, la question et la réponse ont disparu du compte-rendu de la séance, malgré les protestations et demande de rectification formée par lettre recommandée du représentant des associations agréées de protection de l'environnement, membre de cette commission.

En effet, cette limite des modèles est le talon d'Achille des aménagements en rivière : l'impact réel de ces derniers en cas de crue morphogène ne peut en aucun cas être prédit scientifiquement avec les moyens actuels, malgré les belles équations mathématiques présentées. Les modèles ne peuvent, par conséquent, en aucun cas non plus, servir à justifier un aménagement dans des conditions manifestement à risques, comme dans le cas de la plate-forme de Chamboulas. Hors de ses limites de validité, un modèle n'a plus de valeur, par définition.

Les PPRI<sup>(6)</sup> sont construits avec ce genre de modèles, mais ils ont pour but de fournir une base pour un règlement imposant une prévention minimale. En aucun cas, ils ne sont faits pour donner une garantie de non risque au-delà de la zone cartographiée comme inconstructible. Lors de l'établissement du PPRI de l'Ardèche amont, toutes les communes riveraines ont été concernées, sauf celle d'Ucel, et ce, jusqu'à ce que soit terminée l'édification de la plate-forme de Chamboulas. Un PPRI n'est qu'un des éléments d'évaluation lors d'une décision. Il n'y a donc aucune commune mesure entre un modèle utilisé dans ce cadre et le même modèle utilisé pour justifier un aménagement.

### Extraits significatifs du SDAGE Rhône-Méditerranée et Corse

#### 3.2.7.2.c - Conservation des champs d'inondation en lit majeur des cours d'eau :

La gestion des crues de plaine oblige à considérer que les champs d'inondation doivent être maintenus malgré les pressions de l'urbanisation ou du développement de cultures intensives dont ils peuvent faire l'objet, compte tenu notamment de leur effet « amortisseur » au regard du débit aval. Dans certains cas même, on peut préconiser la création ou la réhabilitation de zones d'expansion des crues.

#### 3.2.7.3 - Ne pas générer de nouvelles situations à risques :

Il convient de veiller fermement à ce que les nouvelles constructions et ouvrages qui pourraient éventuellement être autorisés soient compatibles avec les impératifs de protection des personnes, de l'écoulement des eaux et avec les autres réglementations existantes en matière d'occupation et d'utilisation des sols.

(3) Amas de terres, de sables apportés par les eaux. (4) SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. Il est opposable aux décisions administratives dans le domaine de l'eau.



C'est, entre autres, ce qu'a refusé de comprendre le tribunal administratif, qui a débouté les associations de leur demande d'annulation de l'autorisation de remblaiement du lit majeur du cours d'eau en vue de réaliser le projet «Chamboulas 2000».

### La situation actuelle : le ministère de l'écologie défend le projet

Face à cet échec, la FRAPNA Ardèche a engagé une requête en appel devant la Cour administrative d'appel de Lyon... en approfondissant son argumentaire.

D'une part, un avis succinct mais clair de M. Malavoi, expert judiciaire en matière hydraulique, a été produit, avalisant, notamment, le fait que le modèle utilisé n'était pas valide lors des crues morphogènes. D'autre part, le Commissaire du Gouvernement s'est référé au SDAGE en reconnaissant qu'il n'était globalement pas respecté, et il a confirmé l'aggravation des risques, notamment par augmentation de la vitesse du courant induite par les aménagements.

Résultat : la Cour administrative d'appel a annulé le 25 septembre 2007<sup>(7)</sup> les arrêtés préfectoraux, l'un qui autorisait les travaux de remblais nécessaires à l'aménagement de la zone d'activités de Chamboulas et l'autre qui déclarait d'utilité publique le projet d'aménagement de cette zone.

Mais dans l'intervalle (cinq ans s'étaient écoulés), la ZAC avait été construite et quelques entreprises significatives s'y étaient installées : laboratoire d'analyse de l'eau, entreprise de pompes funèbres... Le Préfet, consulté par la FRAPNA, s'est dit fort ennuyé et a déclaré s'en remettre aux ministères concernés, celui de l'Intérieur et celui de l'Ecologie... lesquels ont finalement chacun engagé un recours en cassation contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel précité devant le Conseil d'Etat pour tenter in fine de rétablir les autorisations préfectorales d'aménagement de cette plate-forme en zone inondable !

Pourtant, l'enlèvement d'un atterrissement en lit mineur n'a aucun caractère compensatoire durable, dégrade l'hydromorphologie de la rivière et trahit le bon état écologique des eaux et la préservation des rivières vivantes en violation de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). En plein Grenelle de l'Environnement, et en pleine révision des politiques nationales de gestion de l'eau, le comportement de l'Etat apparaît encore totalement incohérent entre ses discours et ses actes. Le cabinet de Jean-Louis Borloo, contacté, a prétendu que le ministère de l'Ecologie n'était pas à l'origine du recours au Conseil d'Etat. Faux : la Direction de l'Eau de ce même ministère nous a confirmé s'être entendu avec le ministère de l'Intérieur pour engager ce recours, et ainsi tenter de remettre en cause toute application positive du SDAGE. De toute évidence, ce n'est pas en agissant ainsi que l'Etat assurera le respect des obligations de résultat de la DCE.

Frédéric JACQUEMART  
FRAPNA Ardèche

39 rue Soulavie - 07110 Largentière  
frapna-ardeche@frapna.org



Protection des espèces en danger,  
préservation des milieux aquatiques et terrestres,  
promotion d'un développement durable et équilibré des territoires...

Depuis plus de 30 ans,  
France Nature Environnement  
oeuvre sur tout le territoire français  
pour la préservation  
de notre environnement

### Et vous, qu'attendez-vous pour agir ?

Si vous partagez les mêmes idées, vous avez les moyens d'agir et d'aider  
France Nature Environnement à réaliser ses missions !  
Le Crédit Coopératif met, à votre disposition, deux produits solidaires  
pour aider à préserver l'environnement.

### Quand banque rime avec solidarité

Fort d'un réseau de près de 70 agences en France, le Crédit Coopératif propose  
une alternative aux produits bancaires classiques avec sa large gamme  
de produits solidaires.  
En association avec des organisations à vocation éthique et humanitaire,  
le Crédit Coopératif associe la solidarité avec l'épargne depuis plus de 20 ans.

### N'attendons pas qu'il soit trop tard !

Tous les avantages des produits bancaires classiques...  
...la solidarité en plus  
Venez découvrir les produits solidaires développés  
par le Crédit Coopératif  
<http://www.banque-solidarites.coop>

#### Le livret Agir

-Le livret est rémunéré au taux du livret A + 1 %  
-La moitié de vos intérêts annuels est reversée à  
France Nature Environnement  
-Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt

#### La carte Agir

-3 euros sont versés immédiatement  
à France Nature Environnement par le  
Crédit Coopératif à la souscription  
- 0,06 euros sont versés,  
par le Crédit Coopératif à chaque  
utilisation de la carte, en France  
ou dans le monde

(5) Devenu depuis lors Commission Départementale de l'Environnement, des Risques Naturels et Technologiques (CODERST). (6) Plans de Prévention des Risques Inondation.  
(7) CAA Lyon, 25 septembre 2007, n° 05LY00953, FRAPNA Ardèche.

# Protection des captages d'eau potable à long terme : Quelles avancées pour contrer la dégradation généralisée ?

Face à la dégradation de la qualité de l'eau, la priorité de la protection de la ressource, notamment pour la distribution d'eau potable, est affichée à tous les niveaux : depuis l'Europe avec la DCE<sup>(1)</sup> jusqu'aux schémas départementaux d'alimentation en eau potable, en passant par la nouvelle loi sur l'eau<sup>(2)</sup>, le plan Santé Environnement, ou encore les SDAGE<sup>(3)</sup> et les SAGE<sup>(4)</sup>. Les moyens proposés pour atteindre cet objectif sont multiples, la protection des captages est l'un d'entre eux. Cette orientation figure d'ailleurs dans les priorités affichées par le Grenelle de l'environnement, à savoir la « protection d'ici 2012, des 500 captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et le phosphore. »... sans pour autant prendre en considération les pesticides !

## Un cadre réglementaire bien établi

Certes, la protection des captages a surtout pour but de prévenir les pollutions ponctuelles et accidentelles alentours, alors que la contamination de l'eau par les pollutions diffuses de toutes origines provient de la totalité de l'aire d'alimentation de la rivière ou de la nappe concernée. Toutefois, la réflexion sur les périmètres à protéger autour des captages peut devenir le moyen de sensibiliser tous les acteurs locaux à la problématique des pollutions et d'étendre géographiquement les mesures envisagées à l'ensemble des bassins versants.

En France, ce sont 35 000 captages qui alimentent en eau potable la population : 96 % puisent dans les eaux souterraines pour 67 % de la production journalière et 4 % dans les eaux de surface pour 33 % de la production. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 demandait la mise en place de périmètres de protection des captages dans les 5 ans. En 2007, seulement 48 % des captages ont un périmètre de protection, la majorité concernant les eaux souterraines.

A ceci une explication : la procédure à suivre pour la protection des captages est lourde. Elle est engagée par la collectivité ou le syndicat en charge du captage, et est instruite par la DDASS<sup>(5)</sup>. Elle aboutit à un **arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique**, après étude hydrogéologique, enquête publique, modification du cadastre... Elle prend souvent plusieurs années, surtout s'il y a acquisition de terrains ou des travaux d'aménagements importants occasionnant des investissements lourds.

Pour protéger un captage, 3 périmètres sont définis :

- le **périmètre de protection immédiate**, qui est la surface clôturée autour de l'installation, où toute activité est interdite ;

- le **périmètre de protection rapprochée**, où certaines activités peuvent être interdites ou réglementées ;
- le **périmètre de protection éloignée** (ou aire d'alimentation du captage), où des mesures complémentaires à la réglementation peuvent être prises, telles que le changement des pratiques agricoles.

Ce dernier périmètre semble le cadre d'intervention le plus pertinent si l'on veut véritablement obtenir une amélioration de la qualité de l'eau potable et en diminuer les coûts pour la collectivité et l'utilisateur. C'est à cette seule échelle qu'il est possible de mener des actions préventives, afin de retrouver des eaux brutes de bonne qualité, nécessitant ainsi moins de traitements pour pouvoir être distribuées. Ceci dans le respect des objectifs de la DCE, qui vise

le bon état écologique des eaux en 2015. A ce titre, l'objectif du Grenelle de l'environnement peut paraître bien timide<sup>(6)</sup> : en effet, il ne parle pas de l'installation préférentielle d'exploitations agricoles biologiques autour de ces points de captages, tout en ignorant la prise en compte de l'utilisation des produits phytosanitaires autour de ces points sensibles. Enfin, le nombre retenu de 500 captages semble bien mince, alors qu'on compterait jusqu'à 2 500 captages prioritaires à protéger.

Pour mieux se projeter en 2012 puis 2015, il est nécessaire de faire le point sur quelques actions déjà engagées depuis plusieurs années, d'en mesurer les résultats, pour en tirer les conséquences.

Petit tour de la question à travers deux exemples : la région Centre et le département du Gers.



Coteaux à Auradé (32) soumis à l'érosion où il manque quelques haies...  
© Martine Delmas

(1) Directive Cadre sur l'Eau : directive n°2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 qui établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) (3) Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (4) Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (5) Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. (6) Article 23 du projet de loi Grenelle I (avril 2008) : « d'ici 2012, des plans d'actions seront définis pour assurer la protection des 500 captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et le phosphore. »



## La protection des captages d'eau potable

### La situation en région Centre

#### Eau potable : la ressource est sous nos pieds... bien dégradée

La région Centre est moins connue que la Bretagne en ce qui concerne la qualité très dégradée de sa ressource en eau, et pourtant son cas n'est pas moins grave. Bien que n'étant pas encore fortement menacée par les injonctions de la commission européenne(7), l'atteinte à la ressource en eau est quasi généralisée dans les six départements qui constituent la première région céréalière d'Europe. Pour preuve, le nombre moyen de captages AEP(8) fermés est estimé à une vingtaine par département, sur les dix dernières années, pour cause de pollutions diffuses agricoles. De plus, les villes procédant au traitement poussé de l'eau, pour se débarrasser des nitrates et/ou des pesticides, se sont multipliées depuis 15 ans : Issoudun (36), Chartres (28), Châteaudun (28), Dreux (28), Montargis (45), Courtenay (45) et Orléans (45). Dans le Gâtinais, où la nappe de la Craie est très concernée par les pollutions diffuses agricoles, le Schéma d'alimentation en eau potable élaboré en 2005 par le Conseil Général du Loiret évalue même à 15 M€ les coûts engendrés par les différentes opérations de traitement de l'eau brute(9).

Alors, connaissant l'ampleur de la situation, comment expliquer un tel retard de la prise de conscience en région Centre ? Comment expliquer l'absence manifeste de plan d'actions clair, ambitieux et à large échelle, à l'image de nos voisins bretons ?

### L'inertie des grandes nappes, un handicap régional majeur

On peut trouver différentes explications. La première tient peut-être à l'origine différente de la ressource pour l'AEP : la Bretagne, région granitique, puise très largement dans ses cours d'eau, alors que la région Centre, située au coeur d'un bassin sédimentaire, a globalement recours à des captages dans les nappes souterraines. Et si la pollution bretonne avec les marées vertes est un phénomène bien visible et facilement associé aux élevages intensifs, à l'inverse, la pollution des nappes est beaucoup plus sournoise et invisible pour le citoyen comme pour l' élu.

De plus, les nappes profondes et vastes, comme celles de Beauce, de la Craie ou du Cénomanien, sont dites « à forte inertie » (voir graphique ci-dessous) et ont un temps de réponse très long, contrairement aux cours d'eau qui sont susceptibles de réagir plus rapidement à des modifications de pratiques sur le bassin versant. C'est pourquoi, en écho aux actions bretonnes, la région Centre, par le biais d'une action coordonnée entre acteurs concernés(10), devrait encore plus rapidement et plus efficacement qu'ailleurs s'atteler à la tâche immense de la protection de la ressource en eau. Or, nous avons déjà perdu de précieuses années, voire décennies, en tergiversations, politiques d'affichage et reculades diverses.

### Teneurs en nitrates et seuils réglementaires

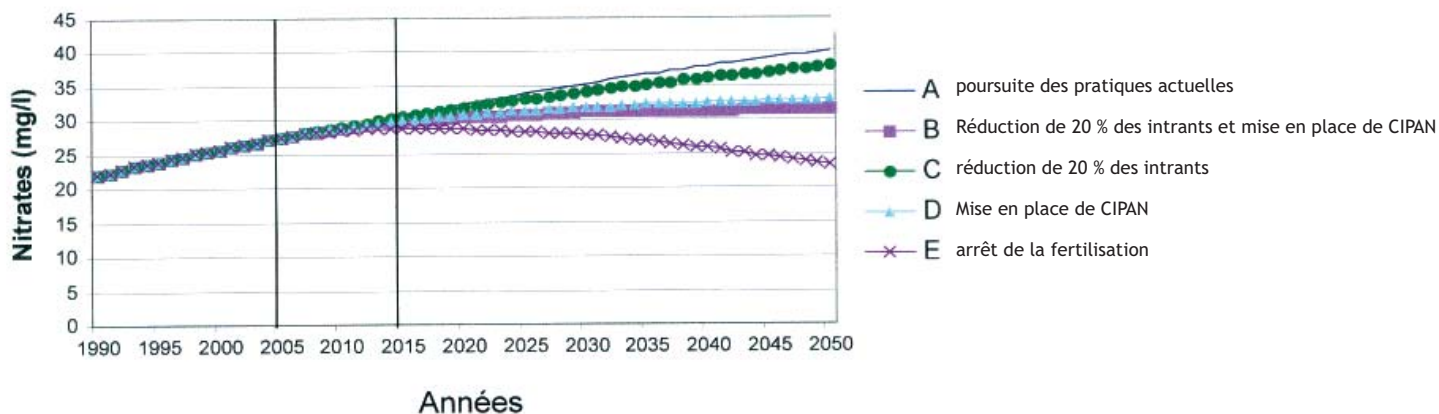
La pollution la plus médiatique, est celle des nitrates, un polluant majoritairement agricole, qui constitue la cause principale d'abandon de

captage ou bien de traitement poussé de l'eau. Une différence importante entre eau superficielle et souterraine existe concernant les normes d'utilisation des eaux brutes pour la production d'eau potable : 50 mg/l pour la teneur en nitrates des eaux brutes de cours d'eau, mais 100 mg/l pour l'eau de nappe. La limite réglementaire a logiquement été bien plus rapidement atteinte dans les cours d'eau, que dans les nappes.

Néanmoins, dans certains cas en région Centre, comme au captage du Porche qui fournit l'agglomération de Bourges, l'atteinte du seuil fatidique des 100 mg/l n'est pas exclue dans les années à venir. En effet, le taux actuel du captage en nitrates frise régulièrement les 80 mg/l(11) et la tendance à la hausse se poursuit au rythme de 2 à 3 mg/l par an. De même, dans la Petite Beauce, située entre Orléans et Blois, les sources exutoires de la nappe de Beauce indiquent des taux moyens en nitrates supérieurs à 75 mg/l...

### La protection de la ressource à long terme, une alternative trop faiblement privilégiée

Face à ce constat régional, certes difficile à accepter tant pour les élus locaux, que pour les agriculteurs ou l'administration déconcentrée de l'Etat, une seule alternative s'impose ou plutôt devrait s'imposer clairement à tous : une véritable politique de prévention et de protection de la ressource en eau pour éviter que l'eau potable de qualité ne devienne un luxe réservé aux communes les plus riches capables de se doter des traitements onéreux et techniquement complexes.



Evolution des teneurs en nitrates en eau souterraine - Craie  
Source : Commission géographique Seine Amont

(7) Voir la Lettre eau n°40, p.6 : « Quatrième révision des zones vulnérables : la rupture ! » par Bernard Rousseau. (8) AEP : Alimentation en Eau Potable. (9) La filtration des pesticides par charbons actifs, le traitement des nitrates, l'abandon d'ouvrages, et les études complémentaires pour mieux définir les Bassins d'Alimentation de Captage. (10) Etat, collectivités territoriales, profession agricole et industriels. (11) Taux constaté avant dilution avec les eaux de la Loire prélevées depuis l'année 2002 à 65 km.

## La protection des captages d'eau potable



Usine d'alimentation en eau potable d'Orléans dont le dispositif complémentaire de traitement a coûté plus de 10 millions d'euros © APSL

Dans un premier temps, l'extrême urgence tend à orienter les faibles moyens humains et financiers sur les captages dits « stratégiques »<sup>(12)</sup>, voire à l'intérieur de certains périmètres rapprochés de protection de captage, quand ils existent. Dans certains cas cependant, comme sur le bassin Seine-Normandie, la stratégie vise à élargir le champ d'action aux Bassins d'Alimentation de Captage (BAC) par des opérations coordonnées qui mêlent actions contractuelles et réglementaires. Toutefois, ces exemples d'« opérations coordonnées de bassins versants » sont encore trop peu nombreux<sup>(13)</sup>. Ceux-ci s'inscrivent pourtant dans une logique moins réductrice, qui d'une part prend en compte une large partie du bassin versant de la zone de prélèvement AEP, et qui d'autre part tente de s'attaquer aux véritables racines du mal, à savoir les pratiques agricoles (assolement, fertilisation, traitements) et l'aménagement du parcellaire, qui jusqu'alors n'a cessé de croître et d'être artificialisé.

Ainsi, en 2007 en région Centre, on dénombrait seulement 17 projets<sup>(14)</sup> bénéficiant de **mesures agro-environnementales orientées « Eau »**<sup>(15)</sup>, pour un montant d'aides qui s'élevait après instruction à 4,8 M€. En 2008, le nombre de projets a légèrement progressé<sup>(16)</sup> pour un montant total d'aides de 5,3 M€.

Ces montants et le nombre d'opérations associées ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux pour fournir à moyen ou long terme une eau de qualité à la population régionale.

### *Le Conseil général d'Eure-et-Loir fortement impliqué dans les mesures de protection des captages*

Il faut souligner que depuis longtemps plusieurs opérations sont directement élaborées et conduites par les chambres d'agriculture. Or, celles-ci ne sont objectivement pas les meilleurs opérateurs de terrain pour défendre avec vigueur une logique forte de protection de la ressource, surtout si l'action doit se faire au détriment de l'objectif de rendement. Les collectivités territoriales semblent plus à même de conduire cette action, tout en associant chambres d'agriculture et autres organisations professionnelles agricoles.

Ainsi, en Eure-et-Loir, le Conseil général semble vouloir depuis 2005 s'attaquer concrètement au problème. Dans ce département, malgré l'ouverture d'une quarantaine de captages et la fermeture de 67 d'entre eux, le pourcentage de captages dépassant régulièrement la norme « nitrates » de 50 mg/l est passé de 18 à 35 % entre 1995 et 2005<sup>(17)</sup>. Mais depuis trois ans, le nombre de BAC protégés par des actions pluriannuelles signées avec les exploitants agricoles et les collectivités locales progresse sensiblement, malgré un contexte agricole de hausse des prix des céréales peu favorable. Sur la période 2007-2011, une cinquantaine de bassins jugés prioritaires pour l'AEP sont ainsi concernés

par cette démarche et à ce jour, 35 à 40 % d'entre eux ont déjà presque atteint l'objectif. Le plus dur sera de maintenir cet effort sur le long terme.

Seul bémol, les mesures proposées aux agriculteurs restent dans la logique agricole actuelle avec le maintien ou la création de bandes enherbées, d'intercultures<sup>(18)</sup>, de réduction volontaire des herbicides et autres pesticides, ou encore la mise en place de cultures énergétiques à faibles intrants comme le miscanthus<sup>(19)</sup>. L'accompagnement pour le retour à la prairie extensive, voire au boisement ou à un embryon de maillage bocager, demeure encore très difficile à proposer dans le contexte beauceron. Reste aussi à évaluer l'effet de mesures agronomiques innovantes, telles le semis direct sous couvert, la culture sur BRP<sup>(20)</sup> ou l'agro-foresterie.

Au final, bien que la réglementation récente préconise de porter les efforts sur les aires d'alimentation des captages, notamment pour les plus vulnérables, des blocages sur le terrain rendent difficile leur application. Il est donc à prévoir que les mesures préconisées dans ces zones, en particulier pour encadrer les pratiques agricoles, n'auront guère d'effets tant qu'elles ne seront qu'incitatives, partielles et non obligatoires. La situation bretonne en est bien l'illustration, avec à la clé des pénalités de l'Europe pour insuffisance de résultats<sup>(21)</sup>.

### *La situation dans le département du Gers*

La gestion des périmètres de protection des 60 captages du Gers en est aussi l'exemple, qu'il s'agisse des captages en eaux souterraines ou en eaux superficielles.

En effet, plusieurs captages ont déjà été fermés pour cause de pollutions diffuses agricoles, ce qui a contraint toute une partie des habitants, souvent dans les vallées de maïsiculture intensive, à être raccordée à l'eau de la Barrouse dans les Pyrénées.

Parmi ces 60 captages, seulement 16 ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique (4 en eau superficielle, 12 en eau souterraine), et le schéma départemental

(12) Captage en service dont les teneurs en nitrates ou en pesticides sont encore inférieures aux seuils réglementaires, mais dont les concentrations ont une tendance marquée à la hausse et pour lesquels aucune ressource alternative n'existe. (13) En 2008, quelques opérations concernant les captages suivants : Douchy-Montcorbon (45), Chateaufort (45), Porche à Bourges (18), SMIRNE à Soulangis (18), Montet-chambon à Châteaufort (36) et 15 captages AEP en Eure-et-Loir. (14) Bassin de Sidiailles (18) ; captages du Porche (Agglomération Bourges Plus) ; bassin de l'Ozanne (28) ; bassin de l'Indrois (37) et 13 bassins de captages AEP d'Eure-et-Loir. (15) MAE-Eau : Mesures Agro-Environnementales orientées Eau, une procédure contractuelle qui permet de rétribuer les agriculteurs pour les actions réalisées en faveur de la protection de la ressource en eau. (16) Aux précédents projets s'ajoutent : le bassin de la Vigne (28), le bassin de la Conie (28), le bassin de l'Indre à l'amont de la confluence Indre-Indrois (37) et 2 nouveaux bassins de captages AEP d'Eure-et-Loir. (17) D'après Jean-Claude Schmidt, chef du service eau du Conseil général d'Eure-et-Loir, dans le bulletin n°76 « Des moyens diversifiés pour la protection des captages en Eure-et-Loir », janvier 2008. (18) CIPAN : Culture Intermédiaire Piège à Nitrates. (19) Graminée pérenne originaire d'Asie, communément appelée « roseau de Chine »,



## La protection des captages d'eau potable

élaboré par le Conseil Général prévoit d'en abandonner 15 car trop pollués et nécessitant des coûts de traitements de l'eau prohibitifs. Les autres captages en eau souterraine devraient être régularisés pour 2008. La situation est plus complexe pour les captages en eaux superficielles car, pour atteindre les objectifs de la protection, il faudra changer de pratiques agricoles à l'échelle de tout le bassin versant. Or, le chantier est quasiment insurmontable actuellement, car peu d'élus veulent s'y atteler et le monde agricole freine cette évolution.

### L'exemple du captage de Labarthe sur la rivière Gers

Le captage de Labarthe se situe sur le Gers à l'amont de la ville d'Auch, cette zone fait l'objet depuis 3 ans d'une opération test, «Gers Amont»<sup>(22)</sup>, visant à réduire l'impact des pesticides dans l'eau. Elle comporte un volet pour chaque catégorie d'usager (agriculteurs, collectivités et particuliers). Son comité de pilotage, au sein duquel l'association Uminate<sup>(23)</sup> est présente, réunit tous les acteurs locaux. Il est chargé de définir les mesures de protection des aires d'alimentation des captages. Le diagnostic du territoire, réalisé par la Chambre d'Agriculture du Gers, ne faisait pas figurer les 5 captages existants dans la liste définissant les zones sensibles et prioritaires pour le déclenchement

d'actions de réduction des intrants ! Cet oubli a été réparé, mais parmi les mesures proposées, aucune n'est spécifique à la protection des captages et aucune n'est obligatoire.

La vallée du Gers et de ses affluents est dédiée, en amont du captage, au maïs irrigué, aux céréales et au tabac. Les analyses des taux de pesticides dans les eaux révèlent des pics importants au printemps (à défaut d'analyses en hiver), et on y trouve de nombreuses molécules. Malgré cela et en dépit de la demande des associations en faveur de vrais changements de pratiques<sup>(24)</sup> au sein du comité de pilotage, les agriculteurs ont surtout retenu et adopté comme mesures de protection des captages, les méthodes de non labour et de la couverture des sols l'hiver. Or, celles-ci ont l'effet pervers de favoriser un apport supplémentaire de glyphosate, pour détruire les plantes qu'on a laissé pousser ou celles implantées. Certains agriculteurs ont choisi d'abandonner la monoculture du maïs pour intercaler du blé ou du colza, qui sont pourtant des cultures plus grandes consommatrices de pesticides. Enfin, beaucoup en ont profité pour simplement changer leur pulvérisateur !

### Pour quels résultats ?

Ce printemps, les taux de pesticides à Labarthe sont remontés fortement et les champs autour du captage sont longtemps restés orange,

témoignant de l'emploi massif de désherbant. Suite à la médiatisation de cette image par Uminate, un groupe de travail sur la protection du captage a été constitué et va permettre d'accélérer la procédure de définition et de protection des périmètres. Mais les mesures susceptibles d'être retenues ne sont pas à la hauteur des enjeux : quelques bandes enherbées de plus dans le périmètre rapproché, mais pas d'acquisition de terres en vue de reboiser et de limiter l'érosion. Le «zéro pesticides» est inenvisageable pour la Chambre d'agriculture, qui avertit qu'avec la hausse du prix des céréales, les agriculteurs ne prendront pas le risque de diminuer leurs rendements avec les mesures agro-environnementales. Si elles restent spécifiques à Labarthe, ces mesures devront être financées par le syndicat intercommunal d'eau potable, qui s'inquiète de devoir augmenter le prix de l'eau, déjà élevé sur le secteur<sup>(25)</sup>. Tout ça pour un résultat très aléatoire et pour un coût exorbitant : en effet, l'Agence de l'eau a déjà versé plus de 5 millions d'euros sur l'ensemble de la zone Gers Amont, aire d'alimentation des 5 captages. On est bien toujours dans la logique absurde et injuste du pollué payeur.

D'où, la nécessité, pour nous impérative, de définir systématiquement après concertation, des **objectifs chiffrés de réduction des pollutions** au niveau d'un bassin versant, ainsi que des **moyens efficaces et incontournables**<sup>(26)</sup> pour les atteindre, en les intégrant dans les arrêtés de protection des captages. Les bassins d'alimentation de captages doivent être des lieux d'expérimentations et de développement d'activités écologiquement viables. Car aller toujours de dérogations en compromis, afin de ménager des pratiques coûteuses pour la collectivité qui en assume les risques environnementaux et sanitaires, c'est s'interdire de reconquérir la qualité de l'eau. A se demander si, à part figurer dans les discours, cet enjeu fondamental a bien été compris.

Martine DELMAS  
Administratrice Uminate  
Présidente des Amis de la Terre du Gers

Vincent MAGNET  
Chargé de mission eau à Nature Centre



Captage entouré de champs désherbés (Gers amont)  
© Martine Delmas

qui est cultivée pour sa biomasse et utilisé comme combustible, agrocarburant (expérimental), litière, couverture en chaume... <sup>(20)</sup> BRF ou Bois Raméaux Fragmentés : «fragments de bois verts, dont le diamètre est inférieur à 7 cm et qui ont été fraîchement broyés, d'angiospermes dicotylédones (chêne, frêne, érable, platane...)», définition du Pr Lemieux. Les BRF ont la particularité d'avoir des teneurs en nutriments supérieures à celles du bois de tronc, et provoquent une véritable stimulation du sol. Voir " *BRF : de la forêt à l'agriculture*", par Eléa Asselineau et Gilles Domenech, p. 43-46, L'Ecologiste n°23 (juillet-septembre 2007). <sup>(21)</sup> La Cour Européenne de Justice (CEJ) a condamné le 8 mars 2001 la France pour non conformité des eaux de 9 captages bretons avec la directive du 16 juin 1975. Sans réponse satisfaisante de la part de la France, la Commission a décidé le 21 mars 2007 de saisir à nouveau la CEJ pour prononcer une amende et une astreinte financière... Toutefois la France bénéficie encore d'un sursis pour mettre en place son plan d'actions. <sup>(22)</sup> L'opération est menée par l'Agence de l'eau Adour-Garonne et portée par le Conseil général. <sup>(23)</sup> Uminate : Union Midi-Pyrénées Nature Environnement. <sup>(24)</sup> Par exemple, la mise en place de prairies ou de rotations longues, la reconversion en agriculture biologique, la lutte intégrée... <sup>(25)</sup> En raison des investissements effectués pour la dépollution de l'eau. <sup>(26)</sup> Aides et contraintes financières associées comprises.

# Maisons-Rouges et Descartes : deux barrages que l'on n'oublie pas !

Il y a 10 ans, le barrage de Maisons-Rouges était rasé, tandis que celui de Descartes trône encore aujourd'hui sur la Creuse... Que s'est-il passé entre temps ? Comment a évolué la population aquatique ? Quel avenir pour la biodiversité ? Quel rôle pour les associations ?

## Le démantèlement de Maisons-Rouges sur la Vienne en 1998

On ne reviendra pas ici sur les péripéties de cet effacement, qui suscita bien des polémiques et des tentatives d'annulation de la décision prise dans le cadre du plan Loire(1). On se contentera d'observer que le tumulte provoqué par la nouvelle tenait plus à la façon dont les élus locaux l'avaient apprise qu'à la nouvelle en elle-même... Sauf pour quelques communes percevant la taxe professionnelle, cette fameuse taxe pour laquelle bien des élus sont prêts à brader le patrimoine de leurs administrés.

La décision finale intervint néanmoins en juillet 1997, et le barrage fut supprimé en 1998.

C'était il y a dix ans. Depuis, tout ce qui était lié à l'ancienne retenue a disparu : dépôts sauvages de carcasses diverses, vases de bordure, déstabilisation des berges... et il y a toujours de l'eau dans la Vienne, malgré ce qu'on avait pu entendre durant la polémique !

Les raisons de cette suppression tenaient à deux facteurs : la vétusté du barrage et l'impossibilité pour les migrateurs de le franchir, malgré plusieurs échelles en divers endroits (cinq au total installées en 70 ans d'existence). Et cela, alors que le cours d'eau était classé pour les migrateurs amphihalins(2) et qu'une opération de restauration du saumon était en cours sur l'axe Vienne-Creuse-Gartempe-Anglin. Seules quelques lamproies arrivaient à franchir l'obstacle. Il n'y avait plus de remontées de saumons, et les grandes Aloses risquaient de disparaître, faute de trouver assez de secteurs propices à la reproduction. Elles frayaient avec les Aloses feintes, donnant des hybrides stériles. Comme le déclara l'ingénieur LARINIER lors d'une réunion du «Comité de suivi de l'effacement» : « [Pour Maisons-Rouges] la meilleure échelle à poissons, c'est la dynamite ! ».

## Et depuis ? La population de migrateurs explose !

Les chiffres des tableaux 1 et 2 donnent une idée de ce qui se passe lorsqu'on rétablit la continuité écologique d'un cours d'eau, paramètre essentiel au retour au « bon état écologique » exigé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). En effet, la qualité de l'eau à l'aval immédiat de l'ancien barrage est aujourd'hui meilleure, et les chiffres des montaisons de migrateurs feraient pâlir d'envie la plupart des Comités de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI), qui existent dans chaque bassin hydrographique.

Ces chiffres méritent toutefois quelques explications complémentaires. En effet, du fait de la position particulière du barrage, les migrateurs se dirigent soit vers la Vienne, soit vers la Creuse, à part à peu près égale semble-t-il. Sauf pour le saumon dont les réintroductions ne se font que sur l'axe Creuse-Gartempe-Anglin.

Pour connaître les chiffres des montaisons et justifier les sommes dépensées dans ce but, il est nécessaire de pouvoir les compter. La nouvelle échelle à poissons du barrage de Châtelleraut sur la Vienne a donc été équipée d'un système de comptage par vidéo en 2004, de même que le barrage de Descartes depuis juillet 2006.

Tableau 1 : Nombre d'individus comptés dans la passe de Châtelleraut

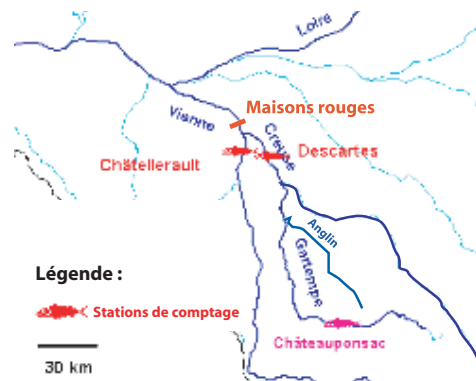
Espèces	2004	2005	2006	2007
ALOSE	5 889	4 951	3 487	9 537
LAMPROIES MARINES	23 620	8 333	21 111	41 655
TRUITES DE MER	11	12	2	4
SAUMONS	2	4	11	10

On notera que les saumons qui s'engagent vers la Vienne sont des saumons «égars». En effet, cette rivière, pour laquelle il n'y a pas de campagne de repeuplement, ne leur offre pas de bonnes conditions de reproduction, eu égard aux trop nombreux obstacles les empêchant de rejoindre les têtes de bassins. On pourrait concevoir que les conditions hydrologiques particulières, comme un appel d'eau suite à une crue ou des perturbations de l'odorat du poisson par des molécules chimiques, soient à l'origine de ce phénomène, mais celui-ci se reproduit apparemment chaque année. Et il semble que dans la plupart des populations de saumons, un certain pourcentage «s'égare», comme s'il s'agissait de conquérir ou reconquérir d'autres rivières. Les mécanismes assurant la pérennité des espèces migratrices, comme par exemple les montaisons décalées, sont en fait très complexes et mal connus.

Tableau 2 : Nombre d'individus comptés dans la passe de Descartes

Espèces	2007
ALOSE	9 050
LAMPROIES MARINES	51 230
TRUITES DE MER	4
SAUMONS	60

Le comptage au niveau de Descartes n'ayant débuté qu'en juillet 2006, seuls les résultats de 2007 peuvent être pris en compte.



Carte de la zone © LOGRAMI

Les résultats cumulés de Châtelleraut et Descartes en 2007 nous indiquent donc un total de **18.587 ALOSES** et **92.885 LAMPROIES MARINES**. Ce dernier chiffre bat le record détenu jusque-là par les montaisons sur la Garonne en 2003. De plus, les aloses qui se reproduisent à l'emplacement de l'ancien barrage ou entre celui-ci et Descartes (secteur de Lilette) n'entrent pas dans ce comptage.

La situation du saumon est plus complexe : il ne lui suffit pas d'avoir passé le barrage de Descartes pour être sur ses frayères, contrairement aux aloses et aux lamproies qui peuvent se reproduire aussi bien sur l'emplacement du plan d'eau du barrage redevenu rivière, que un peu plus en amont de celui-ci. Il existe de très nombreux obstacles entre Descartes et les secteurs de frayères potentielles des saumons sur la Gartempe et l'Anglin. La majorité d'entre eux correspond soit à des ouvrages n'ayant pas d'usage avéré et entrant donc dans le cadre des suppressions exigées par la DCE, soit à des ouvrages étant dans l'illégalité car non équipés de passes à poissons. Peu de saumons vont pour l'instant au-delà de Châteauponsac, à l'amont de la Gartempe (en moyenne moins de 10 par an).

Il existe encore des «Maisons-Rouges» à abattre, mais les résultats de la suppression de celui-ci sont un exemple que bien des décideurs devraient méditer au lieu de rêver à toujours plus de béton !

## Le cas de Descartes sur la Creuse : rappel historique

Au début des années 80, le barrage de Descartes est en piteux état : abandonné depuis longtemps par la papeterie de Descartes qui l'avait construit en 1858, il n'est plus qu'un vestige qui fuit de toute part.

(1) Voir Lettre eau n°3 : «Pour la reconquête des eaux vivantes : trois barrages de moins.», par Bernard Rousseau et Vincent Pasquier. (2) Migrateurs amphihalins : poissons vivant alternativement en mer et en rivière. Les cours d'eau classés doivent permettre la migration de ces espèces sans entrave.



# Les barrages de Maisons-Rouges et Descartes

Il aurait été normal que l'autorité responsable du domaine public sur lequel il est implanté demandât le nettoyage du site, les collectivités situées en amont s'engageant dans le plan de restauration des poissons migrateurs sur l'axe Vienne-Creuse-Gartempe-Anglin (plus de 60 millions de francs investis à cette date).

Mais, contre toute logique, il est alors concessionné par l'Etat au Conseil Général d'Indre-et-Loire, lequel veut «développer le tourisme» (sic). Pour ce faire, il le reconstruit et le concède à la Société Générale Hydro-Electricité (GHE) pour... 60.000 F./an TTC en redevance et taxes professionnelles (à comparer aux 4 millions de francs de la restauration effectuée aux frais du contribuable). En 1991, l'administration autorise la construction d'une centrale qui serait équipée de deux groupes hydro-électriques. La Fédération de pêche d'Indre-et-Loire, les associations LOGRAMI(3) et ANPER-TOS(4) portent l'affaire devant les tribunaux administratifs, au motif, entre autres, que le barrage a été rehaussé illégalement. Ils n'auront pas gain de cause devant le Conseil d'Etat, mais entre-temps la Creuse est classée migrateurs, et on ne peut plus dès lors installer de turbine. Fin de l'épisode GHE.

## Et depuis ? Le maintien douteux du barrage de Descartes

Depuis, le Conseil Général a fait réparer le barrage endommagé par une crue - 1,3 million de francs, toujours aux frais du contribuable - sans se poser la question de son utilité réelle. Diverses réunions ont eu lieu, auxquelles les associations n'ont pas été conviées ; elles ont eu pour objet la construction d'une échelle à poissons... Cette panacée pour le «franchissement administratif» des migrateurs est un pis-aller, et son coût est nettement plus élevé que son efficacité...

Aujourd'hui, le barrage est réglementairement inutilisable en tant que barrage de production d'énergie électrique, et son utilité comme support d'un plan d'eau est pour le moins douteuse : elle se résume à la volonté qu'avait l'ancien maire de le maintenir, et à celle de quelques pêcheurs locaux - il est vrai aussi électeurs locaux - s'imaginant que l'on peut enfermer les poissons et que les espèces peuplant les eaux stagnantes sont plus intéressantes que celles des eaux vives. Quant à celle du « dynamique club de canoë-kayak » : son « événement majeur (...) réside en l'organisation, en septembre, d'un tournoi de kayak-polo... »(5). Sans vouloir remettre en question un événement d'une telle ampleur, nous ne pouvons que féliciter ce club d'adapter à des

eaux stagnantes des embarcations prévues pour les eaux vives, et dire que ce sport trouverait plus son véritable terrain de jeu sur une rivière ouverte, comme partout ailleurs.

De même, les ingénieurs chargés des programmes de restauration des poissons migrateurs ont parfois tendance à préférer les échelles à poissons au libre passage, parce que de tels équipements permettent de comptabiliser les migrateurs et donc de justifier les programmes engagés en fournissant des données fiables ; c'est légitime du point de vue des hommes. Nous préférons quant à nous adopter le point de vue du poisson, qui survit mieux dans les rivières libres d'obstacles, mais reconnaissons que cet équipement a permis d'avoir des données fiables sur les montaisons de migrateurs.

En résumé, on peut dire que ce barrage a été maintenu parce qu'on l'équipait, et équipé parce qu'on le maintenait. Le seul argument apparemment recevable en faveur du maintien du barrage est lié au niveau des eaux en été, qui n'est pas le niveau naturel puisqu'il dépend des barrages situés en amont. Ce niveau est effectivement trop faible mais devrait être revu à la hausse dans les prochaines années, dès lors que serait imposé à EDF, à travers le SDAGE(6), un débit minimal d'étiage.

Toute la réglementation tend vers la reconquête de la dynamique naturelle des rivières, la fameuse « continuité écologique » demandée par la DCE. Si le plan d'eau actuel n'amène pas plus d'eau en réalité, et s'il la réchauffe et l'évapore en été, du moins donne-t-il l'illusion qu'il y en a plus. Les collectivités territoriales ont le pouvoir d'exiger de la part d'EDF des débits d'étiage supérieurs,

et les communes situées à l'amont le souhaitent elles aussi. Quant aux collectivités locales, il serait temps qu'elles s'attaquent à ce problème au lieu de le masquer dans un plan d'eau. En matière de protection de la ressource, il est temps que la réalité supplante l'apparence : la qualité de l'eau ne se mesure pas en trompe-l'œil.

## Quel avenir pour le barrage de Descartes ?

En 2013, la concession accordée au Conseil Général d'Indre-et-Loire prendra fin et la question se posera à nouveau du devenir du barrage. Mais la situation ne sera plus la même, car d'une part, l'entretien du barrage et de la passe à poissons coûte cher, et d'autre part la notion de continuité écologique demandée par la DCE implique qu'un barrage qui n'a pas d'utilité économique avérée soit effacé. Or, sa seule réelle utilité à l'heure actuelle est de permettre de comptabiliser les migrateurs qui le franchissent. Mais dans ce domaine, il n'y a sans doute plus grand chose à prouver pour ce qui est des aloses et des lamproies... Quant au saumon, mieux vaudrait déplacer le comptage plus en amont. Il n'y a donc pas de raison objective à maintenir un barrage qui ne sert à rien.

Josselin DE LESPINAY  
Délégué Régional ANPERTOS Val de Loire  
2 Square Francis Poulenc - 37000 TOURS  
josselin.de-lespinay@laposte.net



Travaux d'effacement du barrage de Maisons-Rouges (1998) lors d'une visite du Comité de suivi  
© Josselin de Lespinay

(3) Loire GRAnds MIgrateurs. (4) Association Nationale pour la Protection des Eaux et Rivières - Truite Ombre Saumon. (5) Selon une lettre de la Préfecture d'Indre-et-Loire. (6) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

# Potentiel hydroélectrique : Sous réserve d'inventaire... ou inventaire sous réserve ?

Parmi les documents soumis à la consultation du public du 15 avril au 15 octobre 2008, on peut lire un document dans lequel est évalué le «potentiel de développement de la production d'hydroélectricité» ou le «potentiel hydroélectrique». Le présent article vise à analyser ces documents et à en identifier les faiblesses et les lacunes, alors même que leurs conséquences écologiques sur notre réseau hydrographique pourraient s'avérer catastrophiques. Incidemment, le lecteur curieux comprendra comment la pensée officielle est passée du rapport Charpin-Dessus-Pellat<sup>(1)</sup> de 2000, qui soulignait la très proche « saturation en France » dans le domaine de l'installation hydroélectrique, à un inventaire en 2008 qui conclut sur un quasi doublement du parc de production hydroélectrique actuel... tel que l'a laissé plus d'un siècle d'hydroélectricité sans contrainte.

## De l'origine des inventaires aux objectifs actuels en matière d'énergie

Depuis 2000<sup>(2)</sup>, est rendu obligatoire en France la «programmation pluriannuelle des investissements» (PPI) : elle est l'outil juridique identifiant les investissements souhaitables en moyens de production d'électricité, au regard de la sécurité d'approvisionnement électrique. En effet, à chaque législature, le ministre en charge de l'énergie prend l'arrêté PPI pour planifier le développement de la production électrique. Sa troisième livraison est donc attendue sous peu. Cet arrêté indique des objectifs par source primaire, par filières, voire par zones géographiques, ainsi que les investissements à réaliser en matière d'installation de production électrique.

Dans ce cadre et en respect de la PPI, un inventaire doit être effectué, afin de rendre compte du potentiel de développement des filières de production d'électricité à partir de sources renouvelables. Cette obligation d'établir des inventaires hydroélectriques a été également inscrite dans les SDAGE et les SAGE (L212-1 et 212-5), et dans la loi du 16 octobre 1919 régissant les entreprises hydroélectriques.

Aujourd'hui, notre pays poursuit un double objectif : limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par notre parc de production électrique, et accroître la part des énergies renouvelables dans la consommation électrique, ce second objectif étant lié aux engagements de la France sur la production d'électricité renouvelable (21% de la consommation en 2020). Et l'actuelle PPI<sup>(3)</sup> met précisément l'accent sur une production électrique en période de pointes à partir de l'hydraulique de lacs ou d'éclusées. L'intervention de l'hydraulique limite en effet le recours aux moyens de production présentant



Cliché réalisé vers 1904 par le «Service des Grandes Forces Hydrauliques dans la région des Alpes»

des coûts de fonctionnement plus élevés et auxquels on ne fait appel qu'en dernier ressort, c'est-à-dire durant les périodes de pointe : c'est le cas des centrales thermiques à flamme (gaz, charbon et fuel), qui se trouvent être également les moyens produisant des GES.

Sur le plan énergétique, les deux caractéristiques les plus importantes d'une installation hydraulique sont sa puissance  $P$  et son productible  $E$ , c'est-à-dire sa production moyenne annuelle. Chaque installation figurant dans les inventaires sur lesquels nous nous penchons est caractérisée par son couple ( $P$ ,  $E$ ). Une troisième grandeur, dérivée des deux premières, est également intéressante : la durée de fonctionnement équivalente à pleine puissance notée DEPP qui est égale au rapport  $E/P$ .

## L'inventaire « Dambrine »

Le rapport Dambrine sur «Les perspectives de développement de la production hydroélectrique en France» a été réalisé en mars 2006 par le Ministère de l'industrie et sa Direction Générale de l'Energie et des Matières premières, avec l'aide des parties intéressées au développement de l'énergie hydroélectrique en France («le lobby hydroélectrique»). Ce rapport répertorie par grand bassin versant, les projets hydroélectriques identifiés par les professionnels.

Il est clairement orienté vers le développement des installations hydrauliques de pointe. En effet, si l'on reprend le tableau de la page 55 de ce rapport traitant le volet « grande hydraulique »<sup>(4)</sup>, en prenant soin d'en éliminer les stations de

(1) Page 118 de « Étude économique prospective de la filière électrique nucléaire », rapport au premier Ministre. Par Jean-Michel Charpin, Commissaire au Plan, Benjamin Dessus, Directeur du programme Ecodev-CNRS, René Pellat, Haut Commissaire à l'énergie atomique. Rapporteurs : Nicole Jestin-Fleury et Jacques Percebois. 285 pages, juin 2000. (2) Article 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, dite de « modernisation et de développement du service public de l'électricité », modifiée par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 d'orientation sur la politique énergétique. (3) La dernière livraison date du 9 juillet 2006, suite à l'arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité.



## Evaluation des potentiels hydroélectriques

transfert d'énergie par pompage<sup>(5)</sup>, on aboutit à une DEPP moyenne de moins de 1500 heures seulement. Une DEPP aussi réduite indique que la grande majorité de ces projets peuvent concentrer leur production sur un nombre réduit d'heures, ce qui définit des installations de pointe. Le rapport Dambrine est donc focalisé sur le développement des installations de pointe qui permettent d'éliminer le plus d'émission de GES.

### L'évaluation du potentiel hydroélectrique dans les SDAGE : méthodologie

Les inventaires accessibles au public dans les documents du projet de SDAGE<sup>(6)</sup> soumis à consultation sont pour l'essentiel des documents établis par les Agences de l'eau et/ou les services de l'Etat (DIREN ou Ministère de l'Ecologie). Ils sont une synthèse des travaux effectivement réalisés par des cabinets consultés. Tous ces inventaires seraient basés sur un cahier des charges unique rédigé par le Ministère de l'Ecologie, la maîtrise d'œuvre étant assurée conjointement par les Agences de l'eau et l'ADEME. **Cet article est donc basé sur les documents accessibles au public<sup>(7)</sup> et de quelques documents diffusés lors de certains Comités de bassin.**

Comme le rapport Dambrine, ces inventaires ont débuté par une collecte aussi exhaustive que possible des projets hydroélectriques imaginés et imaginables dans chaque bassin hydrographique. Après leur collecte, ces projets ont été confrontés à l'ensemble des mesures réglementaires qui pouvaient leur être opposés en l'état actuel de la réglementation, ces mesures réglementaires étant préalablement hiérarchisées en 4 niveaux présentés comme allant de la plus stricte à la plus laxiste. Cela a permis de répartir ces projets en quatre catégories, chacune relevant de l'un de ces niveaux : cette répartition est censée donner une estimation de la difficulté « réglementaire » à faire aboutir chacun des projets examinés.

Cette liste de projets a été complétée par deux listes :

- l'une ayant trait aux possibilités, identifiées par les professionnels, d'optimisation d'équipements existants (suréquipements d'installations isolées et turbinage des débits réservés) ;

- l'autre ayant trait aux possibilités d'équipement d'aménagements anciens (anciens seuils) ou construits à d'autres fins (irrigation, alimentation en eau potable...)<sup>(8)</sup>.

De façon discutable mais compréhensible, les capacités de production électriques issues de ces deux listes ont été classées dans la catégorie réglementaire la plus laxiste.

On aurait pu en rester là et nous n'aurions eu qu'un rapport Dambrine « amélioré » comprenant une liste de projets identifiés... au moins par leurs inventeurs. Mais, par une forme d'acharnement ou d'extrémisme, on a essayé d'évaluer ce qui resterait comme potentialité sur le terrain dans l'hypothèse, déjà farfelue, où tous les projets précédents auraient été réalisés. C'est ainsi qu'est apparue la notion très contestable (voir plus loin) de « **potentiel résiduel** ». Basé sur un découpage existant du réseau hydrographique (zones hydro-géographiques), le potentiel résiduel de chaque zone est la différence entre une estimation d'un potentiel « sauvage » total et la somme des aménagements existants dans la zone avec les projets d'aménagement précédemment identifiés sur cette même zone.

Stigmates de l'incertitude de la démarche, ce potentiel s'avère négatif pour certaines zones hydro-géographiques, et il est également apparu comme négatif à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée tout entier !

Le processus précédent a été suivi dans les bassins Rhône-Méditerranée, Rhin-Meuse et sans doute Artois-Picardie et Adour-Garonne. Dans le bassin Loire-Bretagne, le cabinet SOMIVAL a officié un peu différemment en établissant l'équipement hydro-électrique exhaustif du bassin par identification de l'ensemble des projets possibles. Le potentiel résiduel n'est donc pas évalué, mais les projets identifiés sont plus nombreux. C'est une voie qui conduit également à une surestimation du potentiel, mais que l'on peut trouver techniquement plus crédible et en tout cas plus satisfaisante intellectuellement.

En résumé, on se retrouve dans chaque bassin avec :

- ♦ une liste de projets identifiés de façon analogue au rapport Dambrine ;
- ♦ une liste d'ouvrages hydroélectriques existants, soit susceptibles d'être suréquipés (identifiés comme tels par les professionnels ou détectés comme pouvant l'être par le cabinet chargé de l'étude), soit dont le débit réservé est susceptible d'être turbiné ;
- ♦ une liste d'ouvrages existant à vocation non hydroélectrique et susceptibles d'être équipés (anciens seuils, ouvrages d'irrigation ou d'adduction d'eau potable,...), à l'exception du bassin Rhône-Méditerranée ;
- ♦ une liste de sites hypothétiques, c'est-à-dire « le potentiel résiduel », à l'exception du bassin Loire-Bretagne.



Barrage de Naussac sur l'Allier  
© Bernard Rousseau

(4) La grande hydraulique est finalement la seule vraiment traitée dans le rapport « Dambrine ». (5) Selon le rapport Dambrine, elles sont un moyen de pointe non émetteur de CO2 : il s'agit de remonter l'eau dans un réservoir lors des heures creuses de consommation pour la turbiner lors des pointes. (6) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (voir page 16). (7) Sur les sites Internet des 6 Agences de l'eau métropolitaines (voir [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr)), dans les délégations des Agences et dans les Préfectures. (8) Cette dernière liste n'a pas été dressée dans le bassin Rhône-Méditerranée, et il en est de même de l'évaluation théorique des potentialités de suréquipement indépendamment des projets identifiés par les professionnels.

## Evaluation des potentiels hydroélectriques

### Sur les inventaires de projets identifiés par les professionnels

La première conclusion, ou plutôt constatation, qui s'applique également au rapport Dambrine, est que les professionnels ont fait remonter les projets « auxquels ils songeaient »... on pourrait dire : « tous les projets qui leur passaient par la tête ». L'étude ne fait état d'**aucun filtre** et toutes les incertitudes liées aux aménagements hydrauliques sont passées sous silence concernant :

1. La faisabilité technique des projets qui ne pourrait être levée en général que par des investigations sur le terrain...
2. Les impacts sur d'autres « usages » que l'usage environnemental (loisir, eau potable, irrigation,...) ou les impacts sur d'autres enjeux comme le manque de volonté locale, voire l'opposition des populations locales, le patrimoine...
3. Enfin et surtout l'intérêt économique des projets, lié à leurs coûts et à leur production.

La deuxième conclusion est que les projets sont additionnés de façon **uniforme**, alors que leur contribution aux deux objectifs que sont la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'une part et l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le parc électrogène national d'autre part, aurait été un point indispensable à porter à la connaissance du public. Le potentiel de pointe identifié par le rapport Dambrine, conduisant à la diminution des émissions de GES, est complété par des installations « au fil de l'eau », notamment situés sur les grands fleuves, dont la production ne peut jouer qu'un faible rôle dans la limitation de ces émissions.

La troisième conclusion est que les résultats présentés reposent sur de nombreuses **hypothèses et approximations** plus ou moins réalistes, plus ou moins justifiées qui entachent les chiffres avancés d'une incertitude importante. Pour ne citer qu'un exemple, les projets dont les caractéristiques sont inconnues - même de leur inventeur ! - sont traités par des méthodes arbitraires et discutables, comme ceux parfaitement caractérisés par leur puissance et leur productible !



Barrage sur la Dordogne  
© Josselin de Lespinay

Avoir un ensemble de projets potentiels aussi large que possible est intéressant pour les promoteurs, car :

- ✎ le nombre important de projets présentés au public comme réalisables rend modeste la liste de projets qui seraient effectivement réalisés. La non réalisation des autres apparaissant au yeux du public comme une mesure d'équilibre, voire de compensation !
- ✎ l'existence d'un projet déclaré compromet, tel un engagement, la protection ou la restauration du site, qui serait perçu comme autant de contraintes pour le projet en question (rappelons que de tels inventaires vont être démultipliés au niveau des SAGE !).

En somme, on a demandé à ceux qui y avaient le plus intérêt, de faire remonter les projets sans aucune limite autre que leur imagination.

### Sur la notion très contestable de « potentiel résiduel »

Au-delà de ces projets plus ou moins identifiés par des professionnels dont nous venons de parler, on a évalué un **potentiel résiduel** : « ce qui reste à exploiter » quand tous les projets précédents ont été réalisés. S'il restait purement intellectuel, l'exercice ne serait qu'inutile puisqu'il consisterait à ne pas faire confiance aux professionnels intéressés. Là où l'affaire devient plus grave, c'est que ce potentiel résiduel est présenté au public comme un potentiel avéré... que l'on n'exploiterait pas uniquement pour faire plaisir aux pêcheurs et autres amoureux des petites bêtes, alors que ce potentiel est techniquement impossible à valoriser... On a cependant cyniquement additionné ce potentiel résiduel aux projets identifiés. C'est ainsi que l'on est passé d'un potentiel donné pour nul en 2000, à l'augmentation de 40% par rapport au parc actuel dans le rapport Dambrine et à son quasi doublement avancé par ces inventaires présentés avec les SDAGE.

(9) « Le classement des rivières constitue toutefois l'obstacle majeur à l'atteinte des objectifs fixés pour le petit hydraulique, dans le cadre de la directive. Ce classement, avec les conséquences qu'il implique, a été établi à une époque où les centrales hydrauliques avaient un impact sans commune mesure avec ce qu'il est aujourd'hui. De même que pour les nuisances sonores des premières éoliennes, des progrès considérables ont été réalisés avec les petites centrales, et il faut en tenir compte. »



## Evaluation des potentiels hydroélectriques

En outre, la définition des 4 catégories de mesures de protection et surtout l'affectation des projets à ces diverses catégories sont déjà difficiles pour les projets identifiés qui ne sont pas localisés avec une précision suffisante pour savoir s'ils tombent ou non sous le coup d'une mesure de protection existante. Cela frise donc l'escroquerie pour ce qui est du potentiel résiduel que l'on n'a pourtant pas hésité à répartir entre les 4 catégories de mesures de protection.

*un processus opaque et déséquilibré pour un résultat plus que contestable*

Le comble étant que tout ce processus se soit passé dans le secret entre usiniers et cabinets spécialisés, sans même que les maîtres d'ouvrages eux-mêmes, à savoir Agences de l'eau et ADEME, aient pu accéder aux informations brutes ! Alors que dire des citoyens et de leurs associations ?

De plus, les cabinets mandatés pour réaliser les études, au moins ceux dont nous connaissons les noms, sont des clients réguliers des promoteurs de projets hydroélectriques. Par exemple, Asconit, cabinet spécialisé dans les études d'impact afférentes aux aménagements hydrauliques, le cabinet ISL, consultant de l'ADEME pour ce qui concerne l'hydraulique, ou encore la SOMIVAL, également connue pour la conception de divers aménagements dans le bassin de la Loire dont le très célèbre Naussac II. On peut également s'étonner que l'ADEME, qui a toujours été un promoteur obstiné et obtus de la micro-hydraulique, participe à la maîtrise d'ouvrage... surtout que cet établissement n'est pas caractérisé par sa compétence en matière d'écologie aquatique(9). Rien n'est donc fait pour améliorer la transparence du processus... de là à penser qu'il ne s'agit pas d'un hasard...

Toutes ces approximations et autres « arrangements » sont compréhensibles au regard d'une tâche reconnue comme difficile, vus les délais et les moyens... Mais cela est inadmissible lorsque l'on entrevoit les enjeux de ce classement et les risques qu'il fait peser sur nos cours d'eau. Cela est d'autant plus grave

qu'on lâche de tels chiffres dans le grand public avec la force que cela implique. Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que les avertissements au public soient suffisants, ni que la rédaction et le style de certaines synthèses soient accessibles au grand public. Au passage, on peut signaler que ce sont les Agences de l'eau, au moins pour moitié, qui ont financé ces inventaires : l'eau ne paye donc pas que l'eau... et c'est les consommateurs qui y suppléent.

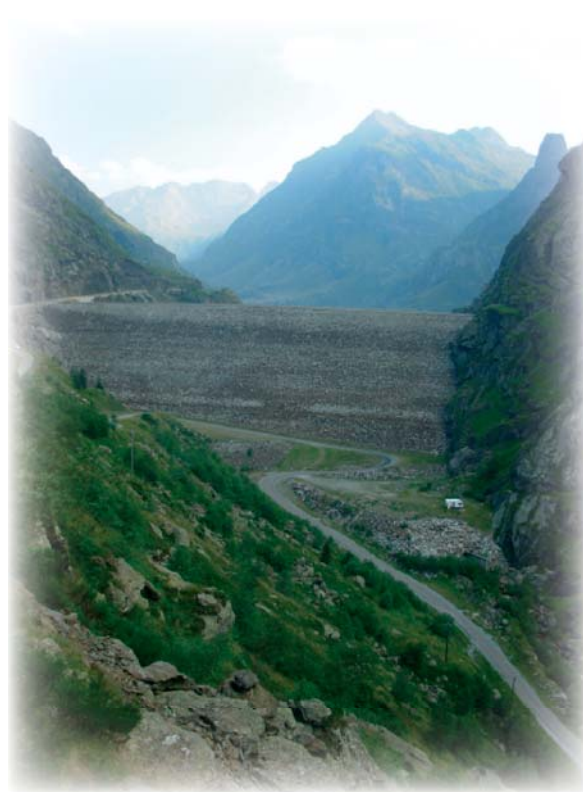
Bien entendu, il nous est facile de relever que les optimisations envisageables, le turbinage des débits réservés et les projets non contraints par la moindre mesure environnementale suffisent largement à remplir les objectifs de la PPI actuelle, et sans doute la PPI future... Ce qui devrait plaider pour le maintien des mesures de protection de nos cours d'eau que l'on s'apprête à démanteler (rivières classées et réservées, abaissement généralisé des débits réservés...).

*un résultat largement inutile, voire nuisible*

Mais l'important de toute cette affaire est ailleurs. Deux calculs simples en donnent quelques éléments :

- ↳ la consommation électrique nationale devrait croître d'environ 1,5% par an, soit 7 TWh. C'est à dire que tout ce que l'on pourra produire avec l'éolien (35 TWh) et un soit disant surplus de micro hydraulique (7TWh) sera absorbé en moins de... 6 ans !
- ↳ actuellement économiser l'électricité revient plusieurs dizaines de fois moins cher que la produire, surtout par des énergies renouvelables qui restent aujourd'hui chères.

La maîtrise de la consommation (en particulier la limitation des pointes de consommation) étant à la fois plus efficace économiquement et indispensable en toutes hypothèses, c'est elle qui devrait bénéficier de toutes les attentions ! Mais le domaine industriel de la production



Barrage sur le Soulcem (09)  
© Romain Suaudeau

électrique est animé par des lobbies puissants, puisqu'il y a effectivement de l'argent à gagner avec les nouveaux tarifs d'achat, en particulier dans le photovoltaïque et l'éolien, et un peu moins dans l'hydraulique. D'où la situation actuelle où des gens attendent que la bonne soupe leur tombe dans l'estomac... et où les économies d'énergies et la régulation de la consommation électrique attendent. Attendent également le respect de la continuité écologique demandée par la Directive Cadre sur l'Eau, et la mise en place de la « Trame Bleue » issue du Grenelle de l'Environnement !

Les références et le dossier complet d'analyse des évaluations du potentiel hydroélectrique sera bientôt disponible sur le site internet : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr) (Thématique Eau)

Jacques PULOU  
[jacques.pulou@wanadoo.fr](mailto:jacques.pulou@wanadoo.fr)

*On sait faire des passes à poissons performantes ainsi que des dispositifs de dévalaison. Il serait donc urgent d'analyser de nouveau les classements établis à la lumière de ces progrès, sachant qu'il n'y a pas que l'hydraulique qui ait des impacts sur la santé de la faune et de la flore. » Jean-Louis BAL, Directeur adjoint du bâtiment et des énergies renouvelables à l'ADEME, Actes du débat national « Énergies renouvelables : alternative ou complément ? », p.84 (Rennes, 5 mai 2003).*

# Consultation 2008

## L'occasion d'exprimer nos exigences !

Le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) et les 6 Agences de l'eau métropolitaines ont lancé du 15 avril au 15 octobre une consultation nationale du public sur la future politique de l'eau, en application de la Directive Cadre sur l'Eau.

**L'objectif :** recueillir l'avis du public sur les projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui définissent les politiques de l'eau dans chaque grand bassin hydrographique, ainsi que sur les objectifs de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

## France Nature Environnement et ses associations fédérées s'impliquent auprès des citoyens !

Comme en 2005, date de la première consultation du genre, FNE et ses associations prennent part à l'événement, en diffusant l'information sur cette consultation, en organisant des débats publics, en expliquant les documents et en faisant ressortir les enjeux principaux de la politique de l'eau.

Bien qu'ils présentent quelques avancées intéressantes par rapport aux SDAGE de 1996 actuellement en vigueur, des régressions majeures sont apparues dans les projets de SDAGE actuellement présentés au public<sup>(1)</sup>. C'est pourquoi, il est important que le citoyen participe de manière éclairée à cette consultation de démocratie directe, et qu'il l'utilise comme un tremplin pour donner plus d'ambition aux nouveaux SDAGE qui s'appliqueront de 2010 à 2015, et pour faire entendre la voix de l'eau et des milieux aquatiques, malheureusement toujours menacés...

## Des documents soumis à consultation et un questionnaire à remplir

Sont soumis à consultation :

- les projets de SDAGE et leurs documents d'accompagnement ;
- les projets de programmes de mesures correspondants ;
- les rapports environnementaux élaborés dans chaque bassin.

Dans chaque grand bassin hydrographique<sup>(2)</sup>, un questionnaire a été distribué dans vos boîtes aux lettres entre le 19 mai et le 6 juin. Ils sont à retourner **avant le 15 octobre 2008**. Un espace est réservé pour les contributions libres... Faites-en bon usage !

Tous ces documents sont disponibles :

- sur Internet → [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr) («L'eau c'est la vie. Donnez-nous votre avis !»);
- au siège des Agences de l'eau ;
- dans les Préfectures et Sous-Préfectures ;
- auprès des associations de protection de la nature et de l'environnement impliquées dans la démarche.

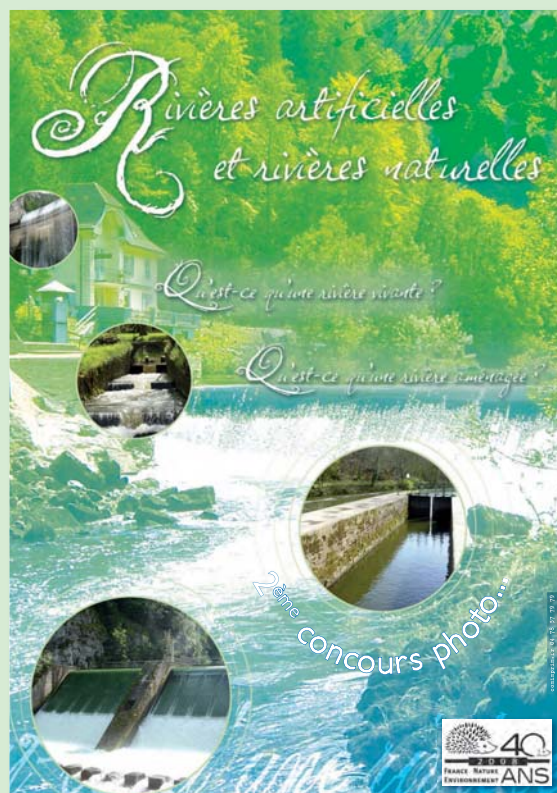
Pour toute information :

- Contactez le Réseau Eau de FNE - 02 38 62 55 90 - [eau@fne.asso.fr](mailto:eau@fne.asso.fr) - [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)
- Consulter le site du portail de l'eau en France : [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr) («L'eau c'est la vie. Donnez-nous votre avis !»)

La Corse, les départements d'Outre Mer et Mayotte connaîtront une consultation décalée dans le temps...



## 2<sup>ème</sup> concours photo sur le bassin Loire-Bretagne :



## «Rivières artificielles et rivières naturelles»

FNE organise, dans le cadre de ses actions de sensibilisation autour de la consultation du public, un concours photo en partenariat avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

**L'état physique des cours d'eau en images pour des milieux aquatiques vivants en 2015 !**

Les altérations physiques comme les barrages, l'artificialisation des berges ou encore la création de canaux sont la 1<sup>ère</sup> cause de dégradation des cours d'eau en Loire-Bretagne... Alors tous à vos appareils pour nous montrer comment, près de chez vous, sont aménagées, dégradées, préservées, ou restaurées les rivières...

**Envoyez-nous au maximum 4 photos avant le 15 octobre !**

**Des prix récompenseront l'ensemble des participants...**

**Voir les modalités de participation sur notre site : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)**

(1) Voir la Lettre eau n°42 : «Analyse comparative des projets de SDAGE métropolitains». (2) Il existe 6 bassins métropolitains (Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée, Seine-Normandie), auxquels s'ajoutent la Corse et l'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Mayotte, Martinique, Réunion).